



Syndicat National **FORCE OUVRIÈRE** des Personnels de Préfecture

Rencontre avec la SDASAP du 15 novembre 2010 / CAP du 23 novembre

Une évolution du service social forcée et non accompagnée !!!

Une administration centrale qui découvre une réalité de terrain bien différente !!!

Vos représentants FO ont participé à une rencontre le 15 novembre avec les autres organisations syndicales et avec M. PERISSAT, Sous Directeur de l'Action Sociale et de l'Accompagnement des Personnels, M. NORMAND, son adjoint et Mme FRICONNET, Conseillère Technique Nationale pour nous présenter les évolutions du service social des personnels au sein de notre ministère.

Ce fut l'occasion pour nous d'évoquer les difficultés que nous rencontrons sur le terrain et du climat qui se dégrade au sein de notre réseau (**voir compte rendu ci-joint**).

Nous avons demandé à l'administration des réponses concrètes aux différentes préoccupations que nous avons fait remonter. Le bilan est bien maigre !!! Voire néant !!!

Nous avons dénoncé aussi l'absence de concertation en amont du projet de réorganisation avec vos différents représentants du personnel !!!

Nous avons dû batailler, pour obtenir au moins une deuxième rencontre et faire remonter les difficultés de terrain que vont générer les différentes réformes. Au départ, cela nous a été refusé !!! **SCANDALEUX !!!** C'est un véritable mépris du dialogue social!!! Et un manque évident d'intérêt des personnels de notre réseau.

Nous avons donc décidé de faire remonter cette réalité de terrain au plus haut niveau en qualité d'experts FO, lors du CTP Central des préfectures en présence de Monsieur COMET, Secrétaire Général. Lors de cette assemblée, nous avons pu lire le document joint.

Sur les différents points abordés, voici les premières réponses :

1 : Sur le climat général du terrain qui se dégrade et l'expression de l'inquiétude de certains AS pour absorber de nouveaux personnels.

Réponse de l'administration : pas de réponse mais une réaction de surprise et d'étonnement comme si c'était la première fois qu'ils en entendaient parler!!

Et pourtant, depuis des mois, des CTR ont bien essayé d'attirer leur attention sur toutes ces inquiétudes.

2 : Nous avons dénoncé des méthodes managériales qui se radicalisent :

Réponse de l'administration : réaction d'étonnement également.

Face à tout cela, nous avons demandé :

- **Le rétablissement d'un CTP du service social** afin de pouvoir suivre les évolutions et leurs conséquences pour réinstaurer un véritable lieu de concertation.
Réponse de l'administration : NON
- **D'engager une véritable politique de prévention des risques psychosociaux** au sein même de notre réseau en appliquant le plan de prévention national.
Réponse de l'administration : aucune.
- **De renforcer la capacité de l'encadrement** à accompagner aux changements l'ensemble des personnels et de travailler la maîtrise des aspects relationnels.
Réponse de l'administration : aucune
- **Un accompagnement collectif du changement** avec de véritables réunions de réseau plus régulières où il ne serait pas uniquement question de statistiques, de messages à faire passer et d'obligation de continuité de service et de réponse apportée dans les 24h.
Réponse de l'administration : c'est en cours avec les rencontres en inter régions...
- **De réinstaurer un véritable dialogue social** avec la mise en place d'un groupe de suivi sur les réformes engagées en présence des représentants du personnel.
Réponse de l'administration : dans un premier temps Monsieur PERISSAT a refusé la constitution d'un groupe et ce malgré son engagement pris lors de la CAP de juin dernier. En revanche, il nous a indiqué que sa porte restait ouverte. Cependant, face à notre insistance lors de la dernière CAP, il a fini par accepter de nous rencontrer pour faire un bilan après les rencontres en inter régions. De toute évidence, le travail de concertation et le dialogue social ne semblent pas être la préoccupation majeure.
- **De travailler de façon urgente sur le positionnement du réseau.**
Réponse de l'administration : nous allons retravailler la circulaire des missions du service social.
- **Que le BPTS se donne les moyens** pour absorber la gestion du réseau pour que soient traités dans des délais raisonnables les dossiers personnels des AS.
- **Réponse de l'administration : l'absorption est difficile et le BPTS est soumis aux mêmes contraintes de réduction d'effectifs que les autres services. L'administration prendra en compte le problème dans une nouvelle organisation et s'engage à communiquer auprès des préfetures sur le « qui fait quoi ».**
- **Plus de réserve d'objectifs versée de façon inégale sur des critères flous ET SUBJECTIFS !** : une gestion du corps reconcentré au BPTS (en décalage complet avec le processus de réforme !), des salaires versés par les préfetures, l'encadrement en région, des réserves d'objectifs laissées à l'appréciation des SG des préfetures tout en nous annonçant que nous allons travailler de plus en plus en inter ministérialité !!!
**Réponse de l'administration : le choix de cette organisation intervient avec la circulaire de 2009 qui oblige la concentration en administration centrale des actes de gestion des corps qui n'ont pas de CAP locale.
Pour les réserves d'objectifs, l'administration reconnaît qu'il y a un réel problème et souhaite revoir cela en sensibilisant les préfetures sur ce sujet.**
- **Qu'une attention toute particulière doit être portée sur certaines inégalités de charge de travail** avec l'absorption en 2010 des personnels de la Culture, la prise en charge des DDI, avec en plus, pour certains, un travail déjà en interministérialité qui fait exploser les quotas. Certains départements se retrouvent avec une SURCHARGE en moyenne de 30 à 50 % de travail en plus et sans aucune concertation ni compensation !!
**Réponse de l'administration (pour résumer) : les enjeux de négociation entre administrations avaient pour objectif de pérenniser les postes pour l'avenir (en clair : on a sauvé vos postes alors estimez vous heureux et vous devriez plutôt nous remercier).
« Quant à une compensation, ce n'est pas possible ».**
Monsieur PERISSAT refuse que nous parlions de « surcharge » et reconnaît à demi-mot un petit « surcroît » de travail : MEPRIS TOTAL !!!!!

- **Que soit versé une compensation financière** pour tout ceux et celles qui auront été impactés par les réformes et les réorganisations de service en absorbant des personnels en plus.
Réponse de l'administration : Non
- **Que soient rédigées des conventions interministérielles claires, précises**, pour travailler de façon efficace dans une bonne harmonie, dans le respect de la déontologie. Nous demandons également le strict respect de ces conventions, d'harmoniser les organisations de travail dans les différents ministères (continuité de service pas obligatoire aux finances par exemple).
Réponse de l'administration : oui cela va de soit !!!! Et pour quel résultat ?
- **Que soit engagé un véritable travail de fond pour revoir les modalités de fonctionnement du réseau**, la continuité de service, la méthode et les exigences imposées afin de redonner du sens à nos interventions et pour faire face aux nouvelles contraintes.
Réponse de l'administration : encore là, aucune réponse concrète à part qu'ils veulent remobiliser les CTR.

Nous resterons vigilants pour que les CTR ne deviennent pas les seuls responsables des difficultés évoquées et les boucs émissaires d'un dysfonctionnement institutionnel.

Voilà comment aujourd'hui notre administration accompagne les changements au sein même de son réseau de service social auquel il est demandé d'être un acteur majeur dans l'accompagnement des personnels touchés par la RGPP !!!

Voilà comment notre administration reconnaît nos valeurs, notre professionnalisme et notre investissement depuis des années pour nous faire connaître et reconnaître !!!

Nous travaillons plus, sans aucune compensation et nous n'avons rien à dire !!!

Nous ne voulons plus de « BLABLAS » !!! Mais des actes et des signes forts!

Vos représentants FO n'accepteront jamais ce mépris et cette indifférence à l'égard de notre corps.

NOUS VOUS INVITONS TOUTES ET TOUS À NOUS FAIRE REMONTER RAPIDEMENT VOS DIFFICULTES DE TERRAIN ET DE REORGANISATION.

Vos représentants FO

Françoise GRACIANO
Agnès HELLEC
Aline LESPAGNOL-RIZZI
Julie SOULET
David PEVERELLI

